

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 137 - VENDREDI 30 MARS 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

De toute apparence, Sarkozy a la tête d'un mec qui va se faire virer. Et la Pen, celle d'une réac qui va se faire dépasser par Mélenchon !

AGENDA MILITANT

→ 30 mars

Saint-Brieuc [4^e Assemblée citoyenne](#)
[Front de gauche](#)

→ 31 mars

Bruxelles [Pour une Europe sociale, démocratique et écologique](#)

→ 1^{er} avril

La Grande Borne [Quartiers populaires, quartiers solidaires](#)

→ 2 avril

Paris [FdG pour l'art, la culture et l'information](#)
Rennes [Assemblée citoyenne](#)
[Front de gauche](#)

→ 2-8 avril

Paris [Entre madeleines et chocolat](#)

→ 7 avril

Saint-Brieuc [Rue citoyenne avec le Front de gauche](#)
Saint-Denis [Forum social antifasciste](#)

À LIRE SUR
[communistesunitaires.net](#)

→ Initiatives

[Communiqué commun CGT-FSU](#)

→ A lire

Yves Schwartz, [Expériences et connaissance du travail, réédition...](#)

→ Gauche unitaire

[La gauche est de retour](#)

Le souffle de l'espérance du changement

Les classes populaires s'invitent dans le débat des présidentielles. On les croyait acquiescées à jamais à l'abstention massive ou au vote FN. Et voilà qu'elles se rebiffent et se prennent à espérer, en faisant gonfler la vague ascendante du Front de gauche. Plus d'un tiers des citoyens français (35%) jugent que Jean-Luc Mélenchon est le candidat à la présidentielle qui représente le mieux les ouvriers.

Un camouflet du mépris trop souvent affiché à l'égard des banlieues qui trouve sa source dans une longue histoire de relégation des couches populaires et de spécialisation à outrance des territoires.

Le pouvoir au peuple, une société plus juste et plus humaine, la révolution citoyenne ; autant d'appels du Front de gauche qui résonnent fort pour le peuple des banlieues populaires qui n'en peut plus de ce système au bout du rouleau. Plus personne aujourd'hui n'ose qualifier ces appels de « populistes ».

Le Parti socialiste est aujourd'hui incapable de mobiliser cet électorat qui semblait revenu de tout. Dans les milieux populaires, on mesure que le vote utile est le vote bien ancré à gauche, dès le premier tour. Comme en 1936 ou en 1981, c'est la force de la gauche de transformation sociale qui fera gagner toute la gauche. Jean-Luc Mélenchon, avec le Front de gauche, est le seul à porter le souffle de l'espérance du changement.

L'aggravation de la crise du capitalisme, le développement du chômage et de la misère, la galère des transports ont progressivement laissé le champ à un cercle vicieux de paupérisation et de ségrégation sociale de certains quartiers. Dans ce contexte, la délinquance et les trafics de stupéfiants trouvent un terrain idéal de développement. Il faut sortir de cette spirale qui enferme les banlieusards chez eux et les empêche de vivre dignement.

C'est dans cet esprit que j'ai soumis à l'Assemblée nationale une proposition de loi inscrivant dans le code pénal la discrimination territoriale qui doit être punie au même titre que les 18 autres inscrites dans la loi.

C'est aussi ce qui m'a amené, avec d'autres, à lancer l'Académie des banlieues pour combattre les mécanismes de stigmatisation des banlieues.

Les habitants des villes de banlieue aspirent à bénéficier des mêmes chances que les autres. Il faut y mettre les moyens. La République doit être au service de tous ; c'est là une des forces du programme *L'Humain d'abord*.

● François Asensi

Le travail en chantier

« Aucun, je dis bien aucun, des problèmes qui se posent à notre société ne pourra être pensé sérieusement tant que le travail dans son contenu et pas seulement dans ses conditions ne sera pas au centre de tous les acteurs de notre vie politique, économique et sociale », avertissait Jacques Duraffourg en 2007 (1). Or, si la question du travail en tant qu'activité est peu présente dans une campagne électorale qui bat son plein, la demande d'un autre rapport au travail que celui du seul emploi tout comme le rejet du travail-marchandise pointent dans des luttes emblématiques – Pétroplus, Fralib – comme, tragiquement, dans les suicides à la Poste. Comment expliquer que cette revendication d'une autre activité humaine – dans et hors travail – ne soit pas encore au cœur de la politique et de l'action du mouvement syndical.

Comment peut-on penser que les dominations et la délégation de pouvoir puissent reculer si, dans le premier lieu de socialisation qu'est celui du travail, c'est la règle de la subordination qui perdure ? Lorsque la question est posée, les militants de la transformation sociale apportent des réponses générales ou partielles : droits nouveaux pour les travailleurs, loi anti-licenciements, planification, ... Mais « la réalité concrète » reste réduite à l'exemple pour dénoncer et non le point de départ d'une autre démarche.

Pourtant, la question est posée depuis longtemps. Dès 1951, Simone Weil insistait : « Il y a donc deux questions à distinguer : l'exploitation de la classe ouvrière qui se définit par le profit capitaliste, et l'oppression de la classe ouvrière sur le lieu du travail qui se traduit par des souffrances [...] qui peuvent se prolonger encore au-delà de l'usine sur les 24 heures de la journée » (2).

N'oublions pas dans quelle adversité se trouve le mouvement social sur cette question, avec d'une part, la répression dont sont victimes les militants aujourd'hui encore et dont témoignent les nombreuses procédures contestant le licenciement de syndicalistes. Et, d'autre part, l'exclusion permanente de la négociation de ce qui tient à l'organisation du travail au nom des trois pouvoirs que le droit reconnaît aux employeurs : pouvoir de direction, pouvoir normatif, pouvoir disciplinaire. Les salariés, leurs organisations sont donc tenus à l'écart de l'organisation et du contenu du travail ; en discuter, c'est déjà désobéir... Or, le terrain de l'organisation et du contenu du travail est l'un des moins faciles : le patronat refuse d'en faire un objet de négociation et, nous y venons, les syndicalistes n'y sont pas à l'aise.

Ce handicap vient de loin, que l'on se situe dans la tradition marxiste ou dans la tradition réformiste.

Marx et le travail abstrait

Dans *Le manifeste communiste* de 1848, Marx décrit ainsi la situation du prolétariat : « À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital » [...] « Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait » (3).

La question du travail est donc bien présente. Par contre, quand sera abordée l'explication du mécanisme de la valeur, le contenu concret du travail sera mis de côté.

Dans l'histoire de la pensée économique de l'époque moderne, la question de la création et de la répartition des richesses a tenu une grande place. L'apport ●●●

(1) Jacques DURAFFOURG, *L'Humanité* du 15 mai 2007

(2) Simone WEIL, *La condition ouvrière*, Paris, Gallimard, 1951

(3) Karl MARX, Friedrich. ENGELS, *Le manifeste du parti communiste*, 1848

●●● de Marx est de première importance : celle d'une critique radicale du capitalisme. Dans cette critique, la question du travail connaît une modification sans précédent : Marx définit le concept de "travail abstrait". C'est ce travail abstrait qu'achète le capitaliste parce qu'il est créateur de valeur et non tel ou tel travail humain concret créateur de valeur d'usage : « *le travail créateur de valeur d'échange est [...] indifférent à la forme particulière du travail lui-même* » (4). C'est ce qui permet de comprendre la création de valeur en économie capitaliste et la nature de l'exploitation capitaliste du travail. C'est "le secret de fabrication" de la valeur capitaliste, un élément déterminant de *la logique méconnue du Capital* (5).

L'apport théorique de Marx a une conséquence secondaire non négligeable dans le syndicalisme : puisque le capital achète non pas tel ou tel travail concret mais du "travail abstrait", alors le syndicalisme devrait intégrer toutes les catégories de travailleurs.

L'action syndicale se développe à ce moment-là sous la forme du syndicalisme de métier, héritier des groupements corporatifs. Lorsque le droit syndical sera reconnu, ce sera dans le cadre de la loi Waldeck-Rousseau (21 mars 1884), qui légalise tous les groupements professionnels et non les seuls syndicats de salariés. Ce syndicalisme de métier est une force et une faiblesse : d'un côté, il permet de fixer des normes d'emploi : temps et rythme de travail, couverture sociale... ; de l'autre, il s'intéresse aux seuls professionnels jusqu'à exclure d'autres catégories : les femmes, les travailleurs non-qualifiés, les immigrés, les jeunes, ...

Cet apport de Marx «fonctionne» donc positivement : il permet d'ouvrir le syndicalisme, de le "massifier" et de l'unifier. Ce qui va engendrer une indifférence au travail concret : revers d'une orientation constructive et structurante.

Pour reprendre un texte, interne à la CGT, « *Les conséquences des effets ambivalents de cette dialectique, travail abstrait - travail concret sont considérables : au plan théorique, elle a permis d'élever le travail à la dignité d'un grand objet intellectuel mais simultanément,[...] elle a conduit à aborder le travail par les enveloppes extérieures (salaire, temps de travail, qualification, conditions de travail et risques du travail reconnus ...) de sorte que le mouvement d'opposition au capital s'est focalisé dans les faits, sur l'emploi (et plus précisément le contrat de travail) au détriment du contenu c'est-à-dire du travail lui-même.* » (6)

La tradition sociale chrétienne

Cette tradition existe, réelle, ancrée, même si sa représentation organique française est faible. De 1891 à 1991, ce ne sont pas moins de cinq encycliques qui ont défini et mis à jour la doctrine sociale de l'Église catholique. Et le protestantisme, dès son origine, demande aux croyants de mener une activité publique qui soit utile à la communauté et exemplaire de leurs convictions.

Ce qui est intéressant dans le mouvement syndical d'inspiration religieuse, c'est qu'il dépasse sa propre influence : c'est par réaction au développement du syndicalisme ouvrier que l'Église favorise la naissance d'un syndicalisme chrétien. Mais cette vision syndicale différente fait référence pour tout le syndicalisme qu'on dit "réformiste". Elle est rarement



Documentaire *De mémoires d'ouvriers*

citée dans nos milieux. Pourtant, l'idéologie dont nous sommes imprégnés est le fruit tantôt d'une tradition, tantôt de l'autre, et, le plus souvent, dans une proportion variable selon les organisations et les époques, d'un mélange des deux.

La première préoccupation de l'Église porte sur le bouleversement de la structure familiale généré par l'industrialisation : la concentration de population dans les villes industrielles détruit le lien entre un territoire paroissial et la famille, la nouvelle organisation du système productif ne s'appuie pas sur un patrimoine familial des producteurs (terres cultivables, atelier d'artisan ou outils), la pauvreté est source de désespérance dans les familles ouvrières qui se délitent.

L'Église condamne dans le même mouvement la « *situation d'infortune et de misère imméritée* » des classes laborieuses, la concentration dans les mains de quelques-uns de l'industrie et du commerce, l'imposition « *d'un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires* » (7). Elle promeut une solution d'équité qui s'oppose au ●●●

(4) Karl MARX, *Critique de l'économie politique*, 1859

(5) Alain BIHR, *La Logique méconnue du Capital*, Lausanne, Éditions Page deux, 2010

(6) Jacques DURAFFOURG et Yves SCHWARTZ, "Note à la CGT", 2005

(7) *Rerum Novarum (Des choses nouvelles)*, encyclique de 1891



Avec les ouvriers en lutte de Pétroplus

●●● socialisme parce que ce dernier veut abolir la propriété privée qui est un « *droit naturel* » qui différencie l'homme de l'animal, et dispense la haine pour les patrons alors que « *Capital et Travail n'existent que l'un grâce à l'autre comme chacun des organes du corps est complémentaire des autres* ». L'Église demande aux patrons de respecter la noblesse du travail et fixe aux pouvoirs publics le devoir de protéger la famille et d'établir des règles de droit. En 1991 encore, la plus récente encyclique redit à la fois les préoccupations éthiques de l'Église et le caractère naturel du marché même s'il nécessite des règles pour éviter les abus.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que le travail est magnifié mais qu'il est en même temps mystérieux : son contenu tient à la création de l'homme par Dieu, il correspond à un ordre supérieur du Monde. Le seul terrain d'intervention est la limitation des abus et la préservation de la famille.

Par un chemin fort différent de la tradition marxiste, la démarche "réformiste" laisse donc dans l'ombre le travail concret au

profit de son enveloppe contractuelle et réglementaire qui doit éviter les abus des puissants.

Le tournant du dernier quart du XX^e siècle

Sans le dire, les deux "traditions" présentées ci-dessus s'appuient sur une réalité : celle de l'unité de lieu, de temps et d'activité propre à la grande industrie pendant plus d'un siècle.

Unité de lieu : la concentration industrielle signifiait aussi concentration ouvrière ; les villes ouvrières – et les services publics qu'elles inventèrent - se sont développées autour des cathédrales des temps modernes que sont les gares et les usines.

Unité de temps : le temps de ces villes est celui de la production avec les moments de relève des équipes ou l'alternance des périodes de forte activité et celles où l'ouvrier reprend les travaux des champs sur son lopin de terre.

Unité d'activité : des régions entières sont "consacrées" au fer, au charbon,

au textile,... Il s'y constitue une accumulation de savoir-faire techniques mais aussi sociaux. Et cette unité d'activité touche aussi les loisirs, du jardinage au football en passant par les colonies de vacances.

Cette triple unité se traduisait par une homogénéité patronale mais aussi par une homogénéité ouvrière. Les luttes étaient balisées, transmises d'une génération à l'autre, formant autant de repères pour les individus, pour les collectifs de travail, pour les organisations ouvrières (8).

C'est cette triple unité qui est ébranlée dans les années 70, avant même la crise économique : nous entrons dans une période de discontinuité qui balaie les repères traditionnels :

- Dispersion des opérations de productions au delà des régions et des pays dans des structures sous-traitantes qui redeviennent moléculaires ;
- Variabilité des produits qui sont déclinés en multiples versions ou sont "customisés" ;
- Développement de la précarité des contrats de travail et du travail à temps partiel mais aussi des équipes-projet temporaires, etc.

Toutes ces modifications sont rendues possibles par l'évolution des technologies de transport et de communication et accélérées par la déréglementation de ces secteurs.

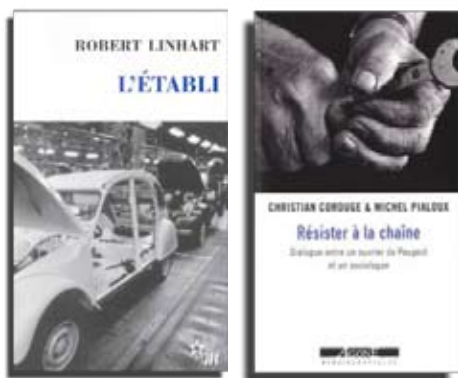
S'y ajoutent : le développement des activités marchandes de service jusqu'au "service à la personne", l'absence d'une hiérarchie de métier remplacée par des cadres de gestion, la médiatisation du travail par l'outil informatique et un renversement de la logique de production, pilotée par le marché.

Après la première Révolution industrielle qui avait vu l'homme de métier ●●●

(8) Michel VERRET, *La culture ouvrière*, ACL Éditions, 1988

●●● disparaître au profit de l'ouvrier spécialisé, cette deuxième révolution fait passer du travail sur la matière à la «relation de service» où l'objet du travail sont les attentes d'autres acteurs. A l'unité de la matière travaillée se substitue la diversité des subjectivités. Dans cette situation, les mots d'ordre unificateurs apparaissent décalés et deviennent vite inaudibles et l'activité concrète "travail" est encore plus énigmatique.

Pourtant, le travail humain existe quelles qu'en soient les conditions et la qualification : de l'organisation taylorienne au "lean-management", le travail réel ne se superpose pas au travail prescrit. Et c'est ce qui le rend «vivable». Pour se cantonner à l'automobile, on en trouve trace dans des ouvrages distants de 33 ans comme *L'établi* (9) de Robert Linhardt ou *Résister à la chaîne* (10), de Christian Corouge et Michel Pialoux. Cette différence est faite de valeurs non-marchandes profondément humaines : l'authenticité, le goût du travail bien fait, l'entraide... Elles sont autant de résistances qui renforcent l'humanité des salariés même plongés dans « *les eaux glacées du calcul égoïste* ». (3)



Avec le travail de service, la relation à l'objet du travail change radicalement : impossible de batailler avec la matière

ou de prendre soin de la mélodie de la machine. Dans le travail de service, le dialogue intérieur du travailleur sur ce qu'il convient de faire est d'autant plus "intérieur" qu'il ne doit pas être perçu par le destinataire du service. De plus, alors que le travail sur la matière était fait en équipe, le travail de service est souvent effectué seul.

Enfin, la dispersion des lieux de production est en même temps éloignement des centres de décision et impossibilité de s'inscrire dans une histoire collective : celle qui fait qu'on se sent indispensable à la production de l'ensemble, qu'on peut se reconnaître dans l'œuvre collective parce qu'on la voit. C'est ce qu'on appelle souvent "le sens du travail".

Il faut noter que cette perte de sens est masquée sous le couvert "objectif" de la mesure : mesure des enquêtes de satisfaction, mesure de l'écart avec la norme, mesure du résultat et maintenant, mesure du stress. Avec cette conséquence que le caractère "scientifique" de ces mesures rend difficile la contestation de ce qu'elle pré-suppose.

Un frémissement, des initiatives

Il serait présomptueux de proposer une solution que n'aurait pas découvert le mouvement syndical en 130 ans d'existence. Toutes les centrales syndicales sont en difficulté sur la question du travail, mais cela ne signifie pas qu'elles ne tentent rien. Au-delà des décisions prises localement, chacune des confédérations a donc pris l'initiative d'action :

- La CGC et SUD se sont alliés chez France-Télécom pour créer, en 2007, l'observatoire national du stress et des mobilités forcées à France-Télécom ;
- La CFDT a mené dès 2005 une recherche-action sur l'intensification du travail

et cela a donné lieu à un ouvrage paru en juin 2006 intitulé *Le travail intenable* ;

- Force Ouvrière qui était moins active sur le sujet a publié en janvier 2012, dans le deuxième numéro de sa revue *Forum*, un dossier intitulé "De quoi le travail est-il le nom ?" ;
- La CGT avait tenu en novembre 2005 un forum préparatoire à son congrès intitulé "Et si on essayait enfin de parler du travail ?" ; elle a confié à Émergences, en 2011, une recherche-action emblématique dans le groupe Renault (11) ;
- La FSU, au travers de son Institut de recherche, entretient un "chantier" sur le travail depuis 2007 et, dans le premier degré, cette action a été placée parmi les priorités du syndicat ;

Néanmoins, il s'agit encore d'actions, qui ont une visée démonstrative pour l'ensemble des cadres syndicaux d'une orientation syndicale à partager et donc objet de débats contradictoires en interne.

Peut-on concevoir que cette énigme du travail puisse être résolue uniquement en interne par le mouvement syndical ? Pour mémoire, la question de genre qui a été une des grandes questions du XIX^e siècle a été soulevée simultanément de l'intérieur et de l'extérieur du syndicalisme. C'est vrai à la fin du XIX^e siècle quand les syndicats de métier s'opposaient à l'entrée des femmes dans certains ateliers ; c'est encore vrai à la fin des années 60 et jusqu'à ce jour. Cela pose la question du dépassement des frontières entre mouvement syndical, mouvements sociaux (ou sociétaux) et forces politiques organisées.

L'ergonome emblématique qu'était Jacques Duraffourg - décédé en 2008 - avait alerté : « *Aussi loin que remontent mes souvenirs, le travail est quasiment absent des controverses politiques* ». Il aurait apprécié à leur juste valeur des ●●●

(9) Robert LINHART, *L'établi*, Paris, Éditions de Minuit, 1978

(10) Christian COROUGE et Michel PIALOUX, *Résister à la chaîne, dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Agone, 2011

(11) http://www.sante-et-travail.fr/page.php?controller=article&action=htmlimpression&id_article=41691&id_parution=808

MEDIAPART

Un sommet sans travail?

ARTICLE

21 COMMENTAIRES

PARTAGER



17 Janvier 2012 Par Les invités de Mediapart

Travailler, ou jongler «entre qualité, quantité, sécurité et tyrannie des délais»? «Pour réindustrialiser, il faut remettre le travail au centre, même dans les services», affirment **Martial Bourquin, Yves Clot, Thomas Coutrot, Annie David, Karima Delli et Jack Ralite**, alors que Nicolas Sarkozy réunit un «sommet social» muet sur cette question.

●●● initiatives récentes prises par des élus, certes atypiques mais novateurs.

Le 2 décembre dernier, Jack Ralite organisait avec les professeurs Yves Clot et Alain Berthoz, dans les locaux du Sénat, une rencontre «Soigner le travail : un enjeu politique, scientifique et artistique» qui a rassemblé politiques, syndicalistes, artistes et chercheurs.

« Un «nouveau professionnalisme» se cherche, ouvert, au-delà du travail, au dialogue avec les consommateurs, les usagers ou les clients qui sont aux premières loges du travail «ni fait ni à faire». Au sein des Directions d'entreprises, du Syndicalisme, de la Recherche ou du Conseil, on peut encourager la levée du déni du conflit sur les critères du travail bien fait qui paralyse le monde professionnel. Ce déni met en péril la santé des femmes et des hommes et l'efficacité. Mais plus seulement. Il implique maintenant le «hors travail» et la «nature» dans des rapports sociaux qui les dégradent alors qu'il n'y a là rien de fatal. Autour de cette question, peuvent se retrouver - sans naïveté sociale - non seulement dirigeants et syndicalistes mais aussi experts, associations d'usagers ou de clients et élus précoc-

cupés de l'empreinte du travail sur les territoires. » (12)

Quelques semaines plus tard, c'est autour de Karima Delli, élue EELV au Parlement européen et François Desrioux, rédacteur en chef de la revue *Santé & travail* que se tenait une rencontre sur le thème «Pour ne pas perdre sa vie à la gagner ! Transformer le travail, un enjeu politique».

Notons l'évolution du contenu de cette rencontre. Le texte initial affirmait

« Dans un premier temps, nous nous efforcerons de dresser un état des lieux de la situation actuelle du monde du travail, de ses rapports à la santé et des formes de socialisation qu'il produit. Dans un second temps, les intervenants débattront de ce que peut être une action politique pour transformer le travail dans une perspective écologiste et d'approfondissement démocratique. » (13)

Est venu s'y ajouter un texte commun aux organisateurs des deux rencontres à la veille du dernier «sommet social» du quinquennat :

« Pour réindustrialiser, il faut remettre le travail au centre, même dans les services.

basta!
www.bastamag.net

D'Informations Résister Inventer Approfondir Rencontrer Débatte Mais convales

Accueil » ça bouge ! » Pas le pas perdre sa vie à la gagner ! Transformer le travail, un enjeu politique

BASTA ! VOUS PROPOSE :
Pour ne pas perdre sa vie à la gagner ! Transformer le travail, un enjeu politique

PAR RÉDACTION (5 JANVIER 2012)

Basta ! s'invite dans la campagne, sur un thème légèrement oublié par les politiques : le travail. Quel est l'état des lieux du travail en cette période de crise ? Et comment le changer pour qu'il devienne un vecteur d'émancipation et de transformations écologiques et sociales. En partenariat avec l'eurodéputée Karima Delli, membre de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, nous vous convions à une journée de débat sur le sujet.

Mais pas un travail appauvri. Les usines de demain ne peuvent pas être celles d'hier, ni même celles d'avant-hier. Leur production est œuvre d'un réseau où geste, parole et idée doivent s'épauler, où plusieurs collectifs se recoupent en chaque travailleur, où le consommateur et le citoyen doivent pouvoir agir sur le produit. L'usine est à l'étroit dans l'usine. Le travailleur est à l'étroit dans le salariat. Chacun est de plus en plus comptable d'un travail de qualité qui n'empoisonne pas la vie ; un travail dont l'empreinte sur la Nature ne l'avilisse plus. Le travail est devenu un problème. Mais c'est aussi paradoxalement une solution d'urgence. » (14)

Cet état des lieux n'est qu'une invitation à poursuivre. Avec l'espoir que ce propos de Jack Ralite, tenu lors du débat parlementaire sur la «réforme» des retraites entrent dans la vie : « Messieurs les Ministres, n'oubliez pas que dans leur diversité, «ceux qui se lèvent tôt», et que vous voulez faire partir plus tard en retraite, ceux qui travaillent en «connaisseurs», peuvent «retourner» la situation dégradée dans laquelle ils agissent malgré tout. C'est vous qui connaîtrez alors de la pénibilité politique. »

● Gilles Boitte

(12) <http://voila-le-travail.fr/2011/11/28/soigner-le-travail-un-enjeu-politique-scientifique-et-artistique/>

(13) http://www.bastamag.net/IMG/pdf/Ne_pas_perdre_sa_vie_a_la_gagner_COLLOQUE.pdf

(14) <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/170112/un-sommet-sans-travail>

Au creux de nos vies

« *Le plus dur n'est pas de rentrer en résistance, le plus dur reste à tenir la distance.* »
La Canaille.

Ca y est, les petit pois sortent de terre, la serre est installée, les oignons dans leurs buttes et les tomates dans leurs godets. J'ai stoppé la course 2 ou 3 fois pour respirer un moment. Ici, les camarades du Front de gauche désespèrent de ne pas me voir... Mon travail est épuisant, nous essayons de faire tenir sur pied un lieu d'art et d'éducation populaire. C'est un combat quotidien contre les lourdeurs administratives, les frilosités des élus locaux et l'arrogance des banques. Quand j'étais en première ligne, durant les luttes des intermittents, je ne supportais pas cette phrase : « *Je ne milite par mon théâtre, pas besoin de syndicat !* ». Je dois vieillir...

Étonnante dialectique, nous œuvrons pour le « bien-vivre », cher à Paul Ariès, mais notre vie, notre quotidien, notre militantisme nous obligent sans cesse à sacrifier l'urgent à l'essentiel. Et dans un même temps, un même mouvement, si nous souhaitons transformer le réel, nous savons qu'il ne peut en être autrement. Il faut du temps, de la sueur, des portes à portes, des efforts physiques et cérébraux. Il faut rassembler, convaincre, trouver les mots, ... et ne pas oublier d'être humain. Étonnante dialectique.

Nous traversons un moment d'enthousiasme et de légèreté militante. Nous nous souviendrons longtemps de ce printemps 2012 où nous avons repris espoir. Le plaisir et le militantisme sont à nouveau unis. Nous pouvons mêler humour et réflexion, fêtes et meetings... Ne sous-estimons pas l'importance de cette orientation et son effet d'entraînement. La politique n'est pas hors de

la vie. C'est pour cela que nous œuvrons à ce "déjà là" du communisme. Toutes ces petites initiatives dans le réel (les Amap, les coopératives, les îlots de démocratie locale...) sont un bout de futur perdus dans le présent. Elles nous incitent à porter plus loin la mobilisation.

Aujourd'hui, je voudrais porter un "déjà-là" plus quotidien que le flot militant tend à minimiser. Être vivant et humain, n'est-ce pas déjà une victoire politique ? Préserver du temps pour les siens quand tout pousse à courir, prendre le temps de l'écoute, du partage, d'un repas, marcher et voir la terre, sentir le printemps arriver, changer son planning pour respirer à 2, n'est-ce pas politique ? Peut-être un peu fleur bleue face au pouvoir de l'argent ? Mais si nous oublions que c'est pour cela que nous nous battons, nous avons déjà perdu. Il faut raconter à chacune de nos interventions cette ligne de démarcation que chacun peut comprendre. C'est une fracture culturelle qui montre que rien ne justifie la négation de notre humanité, l'amoindrissement de nos émancipations successives. Cette idée simple et forte, que c'est parce que nous aimons la vie que nous luttons, doit être une pierre d'angle de cette nouvelle maison que doit devenir le Front de gauche. Il nous reste à présent à tenir la distance, comme nous y incite le rappeur la Canaille.

Chaque matin, la force est là dans nos jardins, au creux de nos vies.

● **Laurent Eyraud-Chaume.**

Du Mali et de l'indécence française

Depuis quelques jours, à la suite du coup d'État opéré au Mali, à quelques semaines des élections présidentielles maliennes mais aussi françaises, des ministres du gouvernement français appellent au « rétablissement de l'ordre constitutionnel », ainsi du ministre des Affaires étrangères et du ministre à la Coopération qui affirme que « *le retour à l'ordre constitutionnel était un impératif absolu* ».

Mais de quel ordre constitutionnel s'agit-il ? Le Président malien depuis son élection, en mars 1991, n'a pas su instaurer un pouvoir exécutif digne de ce nom, fort et assorti de contre-pouvoirs. Ainsi, si ce coup d'État est jugé « *insensé* » par beaucoup, il n'a surpris personne, « *tant le problème sécuritaire du pays semble dépasser le président Touré* », ainsi que l'a précisé Aminata Dramane Traoré à RFI.

Depuis quelque mois, l'armée malienne fait face et « *sans moyens* » à une rébellion armée qui a réussi à faire tomber quelques villes du nord Mali, sous le contrôle du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) composé essentiellement de combattants touaregs. Ce mouvement a pu acquérir des armes en provenance de Libye, en circulation libre à la frontière de ces deux pays, conséquence prévisible de l'intervention de l'OTAN favorisée et revendiquée essentiellement par la France.

Cette intervention a ouvert la boîte de pandore des arsenaux libyens dans une région extrêmement pauvre, mais à très fort potentiel, et livrée à elle-même. Aucun développement économique, aucun minimum de prise en charge sociale des populations locales n'est assuré. Le blocage est amplifié par les programmes économiques imposés par les institutions financières internationales. À cela s'ajoutent les ajustements structurels,

l'orientation vers une production agricole tournée vers l'exportation, l'ouverture systématique de l'économie malienne au marché mondial imposés à un État incapable de résister et contraint d'accepter le libéralisme qui exclut la liberté de circulation pour les populations.

En plus des États-tampons du Maghreb, chargés d'empêcher le transit des migrants, les États de départ sont tenus de jouer le rôle de geôlier de leurs propres populations. Ainsi, l'Europe délègue son incapacité à apporter une réponse construite à la migration en externalisant sa politique de répression et de contention du flux des migrants ; la France, quant à elle et quoi qu'elle en dise, continue ses relations françafricaines dans l'opacité et les connivences coupables entre élites françaises et africaines, au nom desquelles les terres maliennes sont pillées. Les intérêts des anciens colons français ont été préservés et les intérêts étrangers sont plus dominants que jamais.

Sur le plan socio-économique, la gestion est un désastre continu et sur le plan stratégique, les accords de défense ont permis l'installation de bases permanentes et dans les aéroports, les contrôles policiers sont sous supervision étrangère, française notamment.

Le Mali n'échappe pas à ce bilan sans appel : le peuple malien n'a toujours pas été libéré de l'oppression qui l'aliène, de la misère, de l'injustice et de l'abandon dont il pâtissait sous le joug colonial.

Pourtant, le Mali, de par son histoire et sa configuration géographique aurait pu barrer la route aux ingérences occidentales et à celles de ses alliés et face à un monde arabe en ébullition, une Europe en crise systémique. Il aurait pu constituer un facteur de stabilisation positive dans une région convoitée et cible du nouvel ordre ●●●

●●● ultralibéral de misère et de violence. Le Mali aurait pu jouer le rôle d'antidote à la balkanisation de l'Afrique de l'Ouest.

Mais il n'en sera pas ainsi, la voie ouverte par les indépendances a été piégée par des découpages territoriaux et par le legs empoisonné des séparations ethniques du colonialisme.

La liberté pour laquelle des peuples se sont soulevés est toujours confisquée par des pouvoirs soutenus par l'ancien colonisateur. La domination a seulement changé d'apparence, l'émancipation des peuples, hier colonisés, reste à venir. Les maîtres d'hier continuent à imposer leur loi.

Le Mali en est l'exemple actuel. Ainsi, ces mêmes ministres français s'autorisent à appeler avec force et autorité le maintien « *des élections (...) programmées pour avril (...)* » et qui doivent avoir « *lieu le plus vite possible* » car il faut « *s'en tenir au calendrier électoral constitutionnel, avec la date limite du 8 juin* », allant même jusqu'à affirmer qu'« *il n'y a aucun problème pour organiser des élections puisque la Constitution malienne prévoit qu'en cas d'empêchement du président, le président de l'Assemblée nationale assure l'intérim et permette un scrutin présidentiel* ».

Comment les Occidentaux ont-ils le cynisme d'obliger les peuples anciennement colonisés à adopter leur modèle démocratique alors que leurs propres pays sont confrontés au délitement de ce même modèle qui sécrète xénophobie et racisme débridé, injustice et misère ?

La domination coloniale, avec quelques variations et adaptations, s'est renouvelée et s'effectue en toute bonne conscience néocoloniale. Elle est rendue possible grâce à l'instrumentalisation de la guerre "éternelle" et généralisée contre le ter-

rorisme qui autorise, sur le terrain, la présence de forces militaires extracontinentales afin de veiller à la sauvegarde des intérêts des multinationales. Interviendront-elles au Mali -au nom de l'illégale « *responsabilité de protéger* »- pour contrôler à leur profit la bande sahélienne au potentiel minier inexploité ?

Force est de constater que la période néocoloniale s'achève sur une recolonisation, sous des formes nouvelles, mais qui ont été rendues possibles par les bombes à retardement léguées par les puissances coloniales. Hier le Sud-Soudan, aujourd'hui le Nord-Mali et demain ? La partition de certains États d'Afrique semble clairement inscrite dans le projet néocolonial en cours.

Alors que le monde vacille sous les coups de la crise économique-financière au nom de l'instauration d'un nouvel ordre mondial unilatéral, ce sont les peuples qui sont les victimes directes de ce libéralisme débridé, inhumain et violent. Au nom d'une globalisation injuste et illégale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour mieux priver les peuples du droit à disposer de leurs ressources naturelles est remis en cause. La recolonisation du monde est un des moyens trouvés par les dominants pour assurer leur hégémonie.

La solidarité avec le peuple Malien et ses forces politiques réelles pour une résolution nationale et autonome des conflits internes est l'unique voie pour la justice et la paix.

26 mars 2012

● Mireille Fanon-Mendes-France

Experte du groupe de travail sur les Afro Descendants au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU

Présidente de la Fondation Frantz Fanon

(www.fondationffanon@homail.com)

Le doigt dans le clafoutis

Y a photo

Il existe des revues qui mériteraient d'être plus connues. *Polka* par exemple. Qui est au photojournalisme ce que Matisse est à la peinture. Le noir qui prouve les couleurs, et la couleur qui tente d'enchanter le monde. Au sommaire du n° #17 (mars-avril 2012) de ce magazine fondé par Alain Genestar : "Marilyn" d'après la photographe américaine Eve Arnold ; "Fukushima : retour dans la zone interdite" ; «Front national : détournement de mineurs» ; "Cuba : la révolution ne répond plus" ; "France : as-tu du cœur ? La parole aux candidats." De quoi stimuler l'esprit. La photo est l'un des combustibles de la vie.

Et puis, cet édito d'Alain Genestar : « On ne préside pas un pays de la même manière quand l'extrême droite s'immisce dans les têtes. Le score annoncé de la candidate du Front national, au premier tour de la présidentielle, est de 16 -17%. En gros, comme son père en 2002. » Il ajoute : « Grâce doit être rendue à ce personnage, haut en couleur et fort en gueule, Mélenchon, qui ose, fût-ce en maniant l'outrance et la caricature, parfois méchamment, taper sur la table des belles convenances. On le dit pourtant populiste, le comparant à un Le Pen peint en rouge. Faux. Le populisme

(...) est un art vulgaire qui flatte les mauvais penchants du peuple, le tirant vers le bas. Mélenchon, lui, fût-on en désaccord avec ses propositions, exprime une générosité qui impose respect et considération. (...) Et Mélenchon – c'est là son autre mérite – est le pire ennemi de Le Pen. »

Et le journaliste de conclure : « Non, on ne préside pas pareillement un pays où l'extrême droite est si forte. Oui, il faut se mobiliser pour la réduire. Et s'opposer à elle n'est pas une simple compétition électorale. C'est un combat. »

Les idées lepénistes empoisonnent depuis deux décennies la société française. Contre le racisme, contre la préférence nationale comme réponse à la peur du déclassement social, face au discours de haine du parti d'extrême-droite, le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon combattent, arguments contre arguments, le Front national. Placer le candidat commun du Front de gauche nettement devant Marine Le Pen, en donnant à J.-L. Mélenchon le poids le plus élevé possible le 22 avril, est un acte d'utilité et de salut publics.

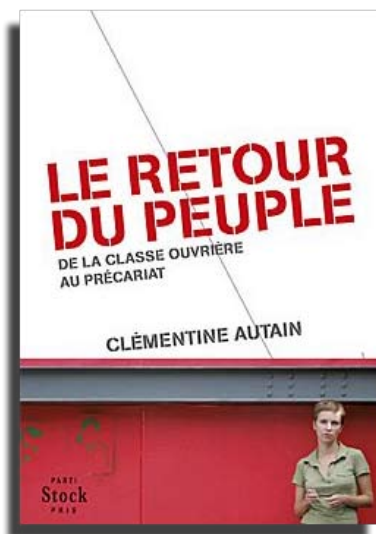
● Philippe Stierlin

L'image de la semaine



Le peuple en question

Depuis peu le “peuple” qui « *avait disparu de notre vocabulaire* », écrit Clémentine Autain, est “de retour”. Quel est ce “peuple politique” ? La relève d’une classe ouvrière dispersée et désagrégée par les dérèglementations, les délocalisations ? Un livre et un documentaire “filment”, chacun à sa manière, les composantes de ce peuple.



Ed. Stock
111 p. - 11,88 €

Pour Cl. Autain « *les moments de bascule, de conquêtes sociales significatives, de ruptures avec l'ordre existant coïncident avec l'irruption d'un peuple fédéré sur la scène sociale et politique.* » Il s'agit donc aujourd'hui de « *permettre aux différentes composantes du peuples aujourd'hui dispersés – dans ses statuts, ses activités, ses origines, ses lieux de vie – de se constituer en communauté de projet.* » Et pour cela de « *prendre la mesure des mutations du monde du travail et de la cité.* »

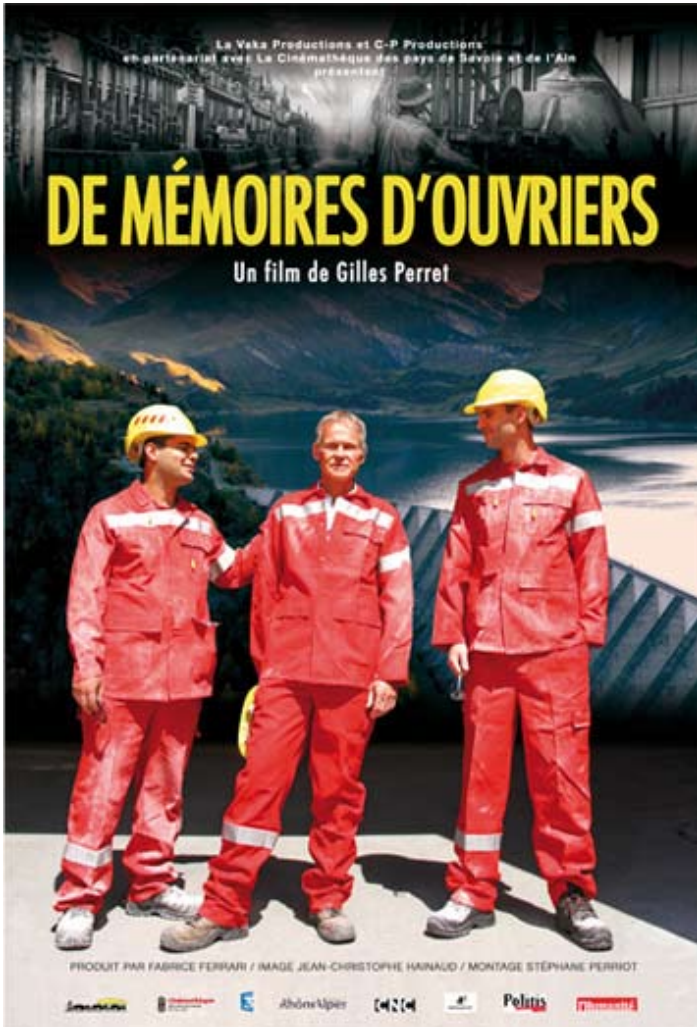
Cl. Autain décrit d'abord les « *formes contemporaines de la classe dominante, ses politiques, ses stratégies* », dans un chapitre intitulé “Au mépris du peuple”. Il s'agit de cette « *bourgeoisie mobilisée* », sur le plan économique, politique, idéologique, au mieux de ses intérêts, grâce au laisser-faire ou à l'incapacité politique de la gauche, voire avec l'accompagnement

de la social-démocratie, ce qui a, en partie, favorisé le rejet des catégories populaires, voire le glissement vers le Front national des groupe sociaux populaires.

On notera que dans cette « *guerre de classes* », seule la bourgeoisie est qualifiée de classe, face aux “Nouvelles figures du peuple”, opprimées et dominées, que Clémentine Autain présente dans un troisième chapitre. C'est la précarité croissante qui constitue leur point commun et leur possible trait d'union : le travailleur sans-papier, en particulier du bâtiment, la caissière de supermarché, le jeune de la restauration rapide, l' intello précaire, les travailleurs pauvres dont le nombre a explosé. Les ouvriers n'ont pas disparu mais « *ce groupe social se mélange de plus en plus avec les autres fragments des catégories populaires, comme les employés. Ensemble, ils forment la part du salariat la plus basse en matière de revenus et la majorité des salariés.* » “Précaires, ouvriers, salariés, même combat”, parce que la fragilité de l'emploi dit stable, la menace de déclassement, l'insécurité font que la marge est étroite entre les uns et les autres alors même que les dominants tentent de les opposer.

S'y ajoutent les transformations urbaines, objet du quatrième chapitre “Le peuple et ses territoires”, la ségrégation urbaine qui, aujourd'hui contribue à l'éclatement, la dispersion de ces catégories et « *mine le collectif des travailleurs et l'unité du peuple.* »

Alors comment alors forger ce collectif ? « *L'unité du peuple ne tient pas à sa souffrance, mais se nourrit de son espérance.* » Clémentine Autain donne donc, dans la dernière partie, quelques pistes d'un « *projet fédérateur* », “Contre le capitalisme, pour l'égalité et la révolution citoyenne”, un projet qui redonne “Du désir et du sens” et permettre de se mettre “En route vers le monde d'après”.



www.dememoiresdouvriers.com/

Gilles Perret, dans son documentaire *De mémoires d'ouvriers*, retrace, lui, l'histoire du "monde d'avant" au travers de la parole digne et forte de femmes et d'hommes qui l'ont vécu, ont participé à la construction du tissu industriel d'une région et ont connu son évolution dans le contexte d'une mondialisation financière ravageuse pour le monde ouvrier de ces montagnes et vallées des Alpes.

Mémoires des grandes heures de construction des barrages et des implantations d'aciéries, de la fierté de la belle ouvrage, malgré un travail harassant pour les immigrés, dupés à

l'embauche et féroce exploités, comme pour les paysans de la région. Mémoires des luttes et des solidarités qui donnaient aussi sens à la vie, contribuaient à forger une culture ouvrière. Des petits patrons des anciennes industries locales tirant sur les grévistes au début du siècle dernier à l'invisible multinationale, en passant par un patronat maniant paternalisme et exploitation, les temps ont changé, les chantiers pour un tourisme de luxe remplacent les usines. Déréglementations, introduction des primes ont favorisé la mise en concurrence, le chacun pour soi : casse industrielle et désagrégation des liens sociaux et des solidarités sont allées de pair. Dans ce contexte, certains ne voient pas d'issue, s'inquiètent pour les jeunes générations. Mais le documentaire montre aussi ce prêtre ouvrier retraité qui vient "booster" ses anciens collègues ; ou ce fils d'ouvrier qui s'est nourri de la bibliothèque du CE et de la mémoire des anciens, et puise dans la connaissance des insurrections aux pires heures de notre histoire l'espoir sinon la certitude d'un changement possible ; un autre, syndicaliste en activité, évoque les mesures politiques nécessaires, d'autres encore comme ces trois jeunes ouvriers – une femme, deux hommes – disent la fierté de leur travail, et leur conviction de l'action de la lutte.

Sans manichéisme, avec lucidité, ce film donne à voir des ouvriers - aujourd'hui 23% de la population active - auxquels les médias ne consacrent qu'à peine plus de 2% de leur espace.

● Michèle Kiintz

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr